

VISITE DE LA DELEGATION ALSACE

Mercredi 18 JUIL 2008

Paule CHAMPETIER DE RIBES

Pierre PUIJALON

La délégation est installée dans les locaux d'un immeuble d'habitation, en centre ville, près de la Place de la République. Le Caso occupe le premier étage, la mission adoption et la partie administrative le deuxième. La cohabitation avec les locataires des étages supérieurs ne pose aucun problème.

Locaux pas très grands mais extrêmement accueillants. C'était jour de consultation du Caso et plus de 20 personnes dont de nombreux enfants, pour la plus part accompagnant leurs parents étaient présentes en salle d'attente.

Lorsqu' une personne arrive au Caso, elle est prise en charge par l'assistance qui remplit un dossier social et un dossier médical très complets (pièces jointes).

Il y a des consultations de médecins généralistes, de dentistes, d'une psychologue et sur rendez-vous d'un podologue. C'est en effet un des 3 ou 4 centres en France qui dispose d'un cabinet dentaire bien équipé. Parallèlement une assistante sociale reçoit les différents demandeurs.

Le CASO ouvre ses portes à des stagiaires infirmières, sage-femme et même étudiants de l'ENA.

Il y avait également une permanence de la mission adoption. D'entrée nous avons reçu un accueil à la fois très chaleureux et curieux des permanents, salariés, bénévoles, stagiaires qui découvraient des donateurs. Tous nous ont expliqué leur rôle et leur quotidien avec passion, professionnalisme et compétence, il y avait une réelle nécessité de communiquer.

La Délégation c'est:

- le CASO
- une MIR au Sénégal
- une mission adoption
- des missions hors centre: maraude de nuit 2 fois par semaine l'hiver et une fois l'été, en réseau avec la Croix Rouge, la ville et appel du Samu social en cas d'urgence. Présence d'un médecin ou d'une infirmière lors des maraudes. La moitié des personnes visitées sont françaises, les autres souvent de jeunes polonais en état d'alcoolisation et dans des comportements parfois difficiles.
- mission roms.
- Il y a aussi un bus prostitution géré par l'association Pénélope MDM travaille avec eux.

Mais la Délégation, nous y reviendrons, c'est un travail considérable en réseau avec beaucoup d'associations et une place importante accordée au témoignage ou au plaidoyer bien que le Délégué se méfie un peu de ces termes.

La Délégation c'est:

- 2,2 salariés plein temps; autour de 120 bénévoles dont plus de 70 personnels médicaux.
- 3 salariés, 1 assistante à temps plein, 1 assistante sociale à 70% et une personne mission France à 50%.

Le CASO

L'activité du centre est importante ;en 2007 il y a eu 3469 passages avec dossiers et 700 patients vu au moins une fois. Sur les 3700 consultations il y a eu 1600 consultations médicales, 850 dentaires et 900 sociales (à pondérer car absence d'une Assistante sociale pendant 3 mois).

La consultation dentaire est très suivie et ce sont 11 chirurgiens-dentistes, tous appartenant à des cabinets libéraux qui se succèdent

La période actuelle est marquée par une légère baisse due à la création de la PASS.. Une baisse identique avait marqué l'instauration de la CMU, mais une remontée avait suivi. Aujourd'hui la spécificité du centre c'est l'accueil de sans papiers (les 2/3 sont en situation irrégulière) qui craignent la structure hospitalière. Les bénéficiaires se répartissent à peu près par tiers entre : Europe de l'est, Maghreb (Algérie et Maroc), et le dernier tiers U.E et Afrique subsaharienne. À titre de comparaison, le budget du CASO est de 130 000 euros (dont la moitié pour le personnel) et la PASS près de 700 000 euros avec 3 médecins, 3 infirmières et 2 assistantes sociales, pour un nombre de visites double.

Il y a un PASS à Mulhouse et Colmart.

On comprend pourquoi l'Etat est favorable aux structures de santé ou sociales sous-traitées à des bénévoles compétents.

De très bonnes relations sont entretenues entre la PASS et le CASO ainsi qu'avec les réseaux santé/précarité (DASS) et santé mentale.

Les recettes du Caso sont :

15 245 euros DASS/DRASS

15 245 euros conseil général

7 600 euros la ville de Strasbourg

10 000 dons des particuliers et associations

Soit environ 50.000€ local et 72.730€ siège.

Le travail des bénévoles est évalué à 205 000 euros.

Il y a les pathologies habituelles mais une forte demande en matière de santé mentale due au stress surtout pour les étrangers en situation irrégulière.

Strasbourg apparaît pour beaucoup, avec cette image de centre de l'Europe comme une porte d'entrée vers une autre vie..... Les plus perdus sont les réfugiés de l'Europe de l'Est qui bénéficient beaucoup moins de solidarités communautaires dans la région. Le Maghreb offre une solidarité liée à l'Islam, l'Afrique une solidarité tribale.

L'AME est donnée pour 4 mois de présence sur le territoire et pour une durée d'un an.

Il y a eu une poussée du politique pour prendre en considération le problème des demandeurs d'asile, mais depuis 2005 on sent une marche arrière, le sanitaire déborde sur le social.

Ce que l'on doit retenir c'est que depuis 2005 le complexe sanitario-social entre de plus en plus en conflit avec le politique. La santé est traitée en termes de gestion comme à l'hôpital et quant au social il sera bientôt sous-traité avec appel d'offre.

On retrouvera ce problème avec les Roms plus loin.

Le délégué apparaît comme quelqu'un de modeste mais sans doute d'une grande fermeté. Pneumologue, à la retraite, il assure une consultation et pense qu'il accomplit plus de 35 heures par semaine. En effet nous avons développé avec lui son emploi du temps et c'est là

que la fonction plaidoyer prend son sens. En effet, son temps est très occupé, en dehors du CASO il est présent dans les rencontres de toutes sortes: DASS, mairie, à la Préfecture, au Conseil de l'Europe (mais aussi manifestations), dans les écoles d'infirmières, de sages-femmes, dans les collèges et lycées et à l'Université où un module de médecine de la précarité est assuré en 4^{ème}.année.

Mais surtout une présence forte dans le réseau associatif pour donner du poids à l'action et au plaidoyer en particulier à propos des expulsions. Un "réseau santé-précarité" a été mis en place au sein duquel MDM joue un rôle important. Les médias régionaux sont pas mal sollicités pour relayer cette action commune. Dans ce domaine, il y a une forte présence protestante, vigoureuse en particulier avec la Cimade (centre de rétention), mais aussi d'autres confessions.

Une inquiétude: au 1er janvier 2009 la disparition de cyclamed. Les MNU (médicaments non utilisés) seront interdits. La solution à l'étude étant la distribution par les laboratoires de médicaments suivant des listes établies. Sanofi/ adventis participe déjà à cette distribution mais il n'y a aucune garantie d'approvisionnement à ce jour.

MIR

Au nord du Sénégal une action de dimension assez réduite; entre 40 et 50 000 euros (financée à 20 % par la ville). Soutien à un centre de santé du nord avec le financement d'un poste d'infirmier mobile. C'est une vraie mission de santé publique avec un objectif d'éducation à la santé. C'est en fait la transformation d'une action caritative de la ville en mission de santé publique.

MISSION ADOPTION

Elle existe depuis 10 ans, il y a 9 bénévoles. Les enfants adoptés viennent principalement de Russie, Mali, Afrique, Brésil, Tahiti et Haïti.

Depuis qu'il y a l'AFA, 97% des demandes d'adoption obtiennent l'agrément ce qui est incompréhensible car les critères sont parfois insuffisants pour donner toutes les chances aux parents et aux enfants de réussir ces adoptions.

MDM rencontrent à plusieurs reprises les parents demandeurs pour bien analyser les motivations.

En 10 ans 245 enfants ont été adoptés, environ 10 à 15 enfants par an, il y a eu 1060 demandes.

MISSION ROMS

L'équipe se déplace dans un petit camping-car ce qui donne des possibilités pour exécuter les missions dans de bonnes conditions: consultations discrètes, tous les dossiers médicaux et sociaux à portée de la main. D'ailleurs cette action à première vue donne une image de grande organisation autour d'une infirmière qui, elle, allie un accueil chaleureux et une grande rigueur. L'autre image que l'on peut retenir c'est le travail de fournis que suppose cette présence dans un milieu qui a besoin d'être mis en confiance.

Notre tournée n'a pas permis de rencontrer beaucoup de gens ; seulement 4 ou 5 familles; il semblerait que l'action musclée et parfois illégale du Préfet à l'égard de cette population, pourtant appartenant à l'U.E., ait conduit un certain nombre de roms à se fondre dans la nature et à disparaître de leurs emplacements habituels.

Suite à la plainte de parents qui trouvaient peu plaisants la présence des Roms près du stade de Foot pour leurs enfants, une demande d'expulsion avait été engagée.

Une action récente de MDM vis-à-vis d'une famille a mené à une condamnation du Préfet à une amende et à l'annulation de sa décision. L'avocat a plaidé un vice de procédure. Mais ils se savent en sursis et avec l'aide de MDM font des démarches pour trouver un logement.

Par ailleurs sur l'un des sites, il nous a été rapporté la visite "d'un grand monsieur blond" (commissaire européen ou son adjoint? Suédois, avec deux gardes du corps) "même que le gros monsieur du Préfet était tout rouge".... Il s'en est suivi une réunion dans la semaine entre Mairie, Préfet, MDM et collectif santé précarité.

Nous avons retenu beaucoup d'éléments de cette visite même si les évènements n'ont pas permis de voir tout ce qu'on aurait pu souhaiter:

--la grande patience nécessaire pour entrer en contact, politique de la confiance à établir avant toute médicalisation.

-- l'importance accordée par les familles à la vaccination des enfants, gage d'une scolarisation possible et souhaitée.

-- la dureté des conditions de vie de cette population implantée dans les pires endroits: bretelles d'autoroute, recoins des talus de la SNCF, friches. Tout est problème: l'eau, les déplacements, l'électricité.....

-- travail en concertation étroite avec les services de la P.M.I, les jeunes filles ont des enfants très jeunes. Les enfants sont souvent malades l'hiver, maladies rhino pharyngées.

-- une tenue rigoureuse des dossiers sociaux et médicaux.

Les Roms se déplacent peu pour aller au CASO, mais les visites régulières de MDM sont appréciées.

Les enfants sont le plus souvent scolarisés et l'accueil dans les écoles se passent bien.

Peu d'enfants parlent le Français et les adultes pas du tout, c'est une petite fille de 11 ans qui nous a servi d'interprète auprès d'une famille nouvellement installée avec des traductions approximative (la grosse pour parler de la grand-mère). Le nouveau salarié de la mission a décidé de se mettre immédiatement au roumain.

CONCLUSIONS

Nous pouvons les tirer en partie sous forme d'une question sur la régionalisation. Si nos interlocuteurs n'en font pas un dossier à sonorité idéologique cependant ils notent l'intérêt dans le contexte de mise en place des agences régionales de la santé d'une plus grande responsabilité des délégations, par exemple lorsqu'il s'agit de l'embauche d'une nouvelle assistante sociale. Pour le reste le travail de la mission France est apprécié pour la mutualisation des initiatives et des expériences.

Un point qui pourrait être très nettement amélioré c'est la prise en compte des bénévoles, de leur formation et de leur suivi, synonyme de considération.

